

Étude de cas : Les « migrants climatiques »

Capacités attendues : savoir se documenter / savoir s'exprimer à l'oral.

Travail / Durée : Sélectionner des documents / Sélectionner des informations dans des documents / produire un résumé / 2H

Tâche n°1 : Dans un premier temps, vous allez répartir les rôles au sein du groupe.

- 1 → Présentateur spécialiste des questions climatiques / contexte général, explication des « migrations climatiques ».
- 2 → Technicien
- 3 → Membre d'une association pour la sauvegarde de l'environnement en Polynésie Française (expert îles du Pacifique).
- 4 → Chargé de mission à l'ambassade d'Australie (Expert Australie)
- 5 → Géographe spécialiste de l'Asie du Sud (Expert Asie du Sud)
- 6 → Envoyé du HCR, Haut Commissariat pour les Réfugiés, en Afrique (expert Afrique)

Tâche n°2 : Vous allez ensuite vous répartir et lire les documents ci-dessous en fonction de votre rôle. Prélevez ensuite toutes les informations qui vous semblent intéressantes / nécessaires afin d'évoquer la situation des migrants climatiques. Complétez le tableau.

DOC 1 : Qui sont vraiment les «réfugiés climatiques»?

[...] Apparue au début des années 1990, l'expression «réfugiés climatiques» n'a jamais fait consensus auprès des experts et des organisations internationales. La convention de Genève de 1951 lie en effet le statut de réfugié à l'existence d'une «*persécution*» ainsi qu'au franchissement d'une frontière. Dans huit cas sur dix, ces déplacements se font au sein d'un pays. «*L'expression "déplacés environnementaux", qui induit des déplacements internes et internationaux, forcés et volontaires, est plus adaptée*», estime Christel Cournil, professeure de droit public à Sciences-Po Toulouse. [...]

En 2018, selon le NRC, ces catastrophes ont poussé 16,1 millions de personnes à l'exil: principalement aux Philippines, en Chine et en Inde (typhons, inondations, cyclones), mais aussi dans la Corne de l'Afrique (sécheresse, inondations) et aux États-Unis (incendies).

«*Chaque année, ce chiffre est supérieur à celui des déplacements liés aux violences et aux conflits (10,8 millions en 2018, NDLR)* », dénombre Nina Birkeland, qui annonce que le chiffre pour le premier semestre 2019 est le plus haut jamais atteint depuis l'existence de ce rapport. Si l'on dispose de données précises pour ces catastrophes ponctuelles, il est plus difficile de quantifier les conséquences migratoires de phénomènes dits «lents»: la montée du niveau des mers ou la dégradation des sols, qui affecterait aujourd'hui plus de la moitié de la surface terrestre. «*Il y a une corrélation entre le niveau de désertification et le nombre de migrants, notamment dans la bande sahélienne*», affirme Ibrahim Thiaw, secrétaire exécutif de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Une «multitude de causes» entrent en compte dans ces migrations: instabilité politique, menace sécuritaire, croissance démographique, etc [...]

À la question «Où vont les déplacés environnementaux?» la réponse est presque toujours: près de chez eux, parfois dans un lieu tout aussi vulnérable. «Pour entrer dans les migrations internationales, il faut avoir grandi en ville», relève Luc Cambrézy. Soumises à une pression démographique croissante, les villes africaines offrent des conditions d'accueil difficiles. «*Alors les gens migrent vers des métropoles comme Abidjan, Johannesburg ou Nairobi*», observe Ibrahim Thiaw, rappelant que seuls 20% des migrants vont au-delà de leur région d'origine. [...]

En 2018, un rapport de la Banque mondiale anticipait 143 millions de «migrants climatiques internes» d'ici à 2050, en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine, en l'absence de mesures concrètes pour le climat. Pour certains, cette perspective ravive l'urgence d'un statut juridique.

DOC 2 : Le cas particulier des petits États insulaires

La situation des petits États insulaires a bénéficié d'une attention considérable car elle pourrait illustrer de manière dramatique les déplacements forcés induits par le changement climatique. Les recherches scientifiques, y compris celles du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), indiquent que le niveau des mers s'élève et continuera de le faire.

En 2001 déjà, le GIEC a souligné que les petits États insulaires étaient parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique, bien qu'ils ne soient responsables que de moins d'un pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il a attiré l'attention sur le fait que les pertes de terres dues à l'élévation du niveau des mers sur les atolls et les îles calcaires de faible altitude pourraient y bouleverser complètement les secteurs économique et social. La population, a-t-il averti, n'aurait pour seule option que la migration.

La perspective de la montée des eaux constitue une menace particulière pour les petites îles au relief peu élevé. L'altitude moyenne des îles Tuvalu et des Maldives, par exemple, n'est que d'un mètre environ, ce qui rend ces deux pays vulnérables à la fois aux catastrophes soudaines, comme les tsunamis causés par des tremblements de terre, et à l'élévation du niveau des mers dû au réchauffement de la planète. Même s'il est beaucoup question que des îles « coulent » ou se retrouvent complètement inondées à cause de cette hausse de la mer, de tels événements ne se produiront pas en une nuit. En revanche, il est probable que le réchauffement planétaire engendre une multitude de problèmes (endommagement ou destruction des récifs coralliens, augmentation de la salinité de l'eau, diminution de la production alimentaire, dommages à l'industrie du tourisme, etc.) qui pousseront la population à quitter les îles bien avant qu'elles ne soient submergées par la montée des eaux. De fait, on considère que l'élément déclencheur de la migration et du déplacement forcé a plus de chances de résulter de la raréfaction de l'eau potable que de l'inondation des terres. La proclamation de l'état d'urgence nationale à Tuvalu en septembre 2011 à cause de la sécheresse persistante, du niveau critique des réserves d'eau communautaires et des dommages subis par les unités de dessalement en est déjà un mauvais présage.

La vulnérabilité particulière des petits États insulaires démontre qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures d'atténuation pour limiter l'élévation probable du niveau des mers et d'élaborer des plans de préparation communautaire et d'intervention d'urgence. Au niveau gouvernemental, il faut développer davantage de ressources efficaces de planification, de surveillance et de réponse face aux déplacements forcés induits par le changement climatique.

UNHCR, *Les réfugiés dans le monde : en quête de solidarité*, 2012

DOC 3 : Réchauffement climatique : Le cri du cœur du roi de la minuscule île de Tikopia pour réveiller le monde. Camille Allain, 01/11/2018

Le roi de l'île de Tikopia est en visite en France pour expliquer les dangers du réchauffement climatique. Ti Mano est à l'honneur dans le documentaire « Nous, Tikopia », réalisé par le Breton Corto Fajal. Cette île peuplée de 2.000 habitants et perdue dans l'océan Pacifique est notamment menacée par la montée des eaux.

Il est le roi d'un territoire de cinq kilomètres carrés, perdu au milieu du Pacifique, à des milliers de kilomètres de l'Australie. Maître spirituel de l'île Tikopia, Ti Namu n'avait jamais quitté l'archipel des Salomon où se trouvent ses terres. Jusqu'à cette semaine et son arrivée en France. Son premier contact réel avec le monde occidental. [...]

Balayée par Zoé, le plus important cyclone jamais enregistré dans le Pacifique, Tikopia avait vu son lac d'eau douce être submergé par la mer fin 2002, rendant son unique réserve d'eau potable imbuvable. [...]

Depuis, la montée des eaux a grignoté deux mètres tout autour de l'île. Mais le monde occidental a continué de polluer, de dérégler. « Les saisons ont changé. Nous ne pouvons plus planter comme avant. Ce sont des choses que nous n'avons jamais vues. Nous vivons les conséquences du réchauffement climatique », poursuit Ti Namu. [...]

<https://www.20minutes.fr/planete/2364215-20181101-rechauffement-climatique-cri-ur-roi-minuscule-ile-tikopia-reveiller-monde>

DOC 4 : Fuir ou résister : sur la ligne de front des changements climatiques

La terre disparaît sous leurs pieds. Le vent emporte leurs maisons. Les eaux inondent leurs champs. Au Bangladesh, des millions de personnes sont contraintes à la migration face aux éléments qui se déchaînent sans pitié. [...] Avec un relief plat, quelques mètres seulement au-dessus du niveau de la mer, ce petit pays surpeuplé d'Asie est menacé par la montée du niveau des eaux et par les cataclysmes naturels. La région, traversée par des centaines de rivières, est naturellement vulnérable aux cyclones, aux inondations et à l'érosion des berges. Depuis plus d'une décennie, ces phénomènes sont plus réguliers et plus intenses en raison du dérèglement du climat.

Au sud, le niveau des eaux du golfe du Bengale augmente avec la disparition de la calotte glaciaire. Au nord, les neiges de l'Himalaya fondent plus rapidement d'année en année. Menacé de toutes parts, le Bangladesh pourrait se retrouver en grande partie sous l'eau si les températures planétaires ne cessent d'augmenter. [...] cela pourrait signifier 10 millions de réfugiés climatiques d'ici les 10 à 20 prochaines années [...].

Les habitants les plus vulnérables sont les pêcheurs et les agriculteurs peu fortunés qui vivent près des côtes, comme ceux de la région de Dacope. Avishek Sarker reconstruira sa maison, mais qui sait quand les vents la détruiront de nouveau? « Le principal problème dans notre village, c'est la faiblesse des infrastructures. Ces maisons ne peuvent pas tolérer un climat extrême », dit-il. Dans le village voisin, c'est l'eau qui provoque la destruction. Sabita Roy se tient sur des berges où, il y a quelques mois à peine, se trouvaient encore une route et des habitations. Pour cette pêcheuse de crevettes, la rivière est aussi imprévisible que nourricière. En une décennie, sa maison a été engloutie à deux reprises. [...]

La capitale du Bangladesh, Dacca, est l'une des villes les plus densément peuplées du Monde. [...] Chaque matin avant d'aller travailler, Kulsum Begum confie son fils de deux ans à sa fille Sodia, à peine plus âgée. La fillette de sept ans reconforte doucement son petit frère alors que leurs parents sont partis toute la journée gagner à peine assez pour nourrir la famille. Sodia ne va plus à l'école depuis plusieurs semaines. Les 2 \$ empochés quotidiennement par sa mère ne suffisent pas à l'y envoyer. Il y a huit mois, la famille a délaissé son village natal près des côtes pour s'exiler dans le bidonville de Bhola, l'un des plus vieux de Dacca, la capitale.

Ici, la chaleur est suffocante, l'odeur des eaux usées est omniprésente. Les corridors sinueux et sombres laissent à peine d'espace aux 1800 familles qui y vivent pour se déplacer. L'électricité est un luxe. Le bidonville porte le nom d'une île ravagée par l'érosion dans le golfe du Bengale.

En près de 25 ans, la moitié de ce territoire a disparu sous les flots du fleuve Meghna. Ses habitants se sont naturellement regroupés dans la capitale et ont nommé leur terre d'accueil en mémoire de celle qu'ils ont perdue. [...] Hazera Begum s'est elle aussi déracinée de la région de Bhola il y a neuf mois pour trouver refuge dans le bidonville du même nom. « Le fleuve Meghna a tout emporté, relate la femme d'une vingtaine d'années. Nous nous sommes réfugiés chez des amis quand nous avons perdu notre maison, puis nous avons mis le cap vers Dacca. » [...] À Dacca, le nombre de réfugiés climatiques se chiffrera en millions au cours des prochaines années. Ils devront se trouver une place dans une ville plus petite que l'île de Montréal, mais 10 fois plus peuplée. [...]

Depuis plus d'une décennie, le gouvernement du Bangladesh et les ONG déboursent des milliards de dollars pour mettre sur pied des initiatives afin de contrecarrer les effets néfastes des changements climatiques sur la santé publique et le bien-être des habitants. Des centaines d'usines de traitement d'eau ont été construites dans des villages reculés. Des milliers d'abris anticyclone ont aussi été aménagés pour protéger les citoyens des pluies diluviennes et des vents violents. Un nombre incalculable de sacs de sable ont été installés sur des kilomètres et des kilomètres de berges.

ICI Radio-Canada, Marion Bérubé, Louis-Philippe Bourdeau et Camille Carpentier, Vendredi 31 mai 2019
<https://ici.radio-canada.ca/info/2019/06/bangladesh-changements-climatiques-erosion-cyclone/>

DOC 5 : En Somalie, après les sécheresses, les inondations poussent les populations à l'exil.

Alors qu'en Somalie, les terres sont meurtries par des années de sécheresse, les précipitations extrêmes devraient s'intensifier au cours de ce siècle, déclare à l'AFP la climatologue Linda Ogallo. Ces derniers mois, la région de Beledweyne au centre du pays, où de nombreux Somaliens avaient trouvé refuge, n'a pas été épargnée. Aujourd'hui, des milliers de personnes sont obligées de vivre dans des camps de déplacés.

Depuis une dizaine d'années, l'Afrique de l'Est est particulièrement touchée par des sécheresses et des inondations de plus en plus fréquentes. L'impact de cette crise climatique menace les communautés pastorales et pousse les populations à l'exil. 14 millions de personnes se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire, selon RFI. Depuis octobre 2019, près de 300 personnes ont trouvé la mort à cause de pluies torrentielles. En 2000, 2006, 2011 et 2017, quatre grandes sécheresses ont frappé la Corne de l'Afrique. Durant le premier semestre 2019, des conditions météorologiques extrêmes ont obligé 350 000 personnes à fuir, déclare l'ONG Oxfam. En Somalie, 260 000 personnes ont péri, victimes d'une dramatique famine, causée par la sécheresse entre octobre 2010 et avril 2012. Une sécheresse qui accable de nouveau le pays depuis quatre ans.

Aujourd'hui, le pays fait face à un nouveau danger dû, cette fois, aux pluies torrentielles. Raison pour laquelle près de 300 000 personnes ont quitté leur foyer, selon le HCR, l'agence de l'ONU pour les réfugiés. La majorité d'entre elles ont rejoint la ville de Beledweyne, située à 340 km au nord de Mogadiscio. Depuis plusieurs années, des milliers de Somaliens ont trouvé refuge ici, pour profiter du fleuve Shabelle et cultiver la terre. Mais depuis le mois de septembre 2019, d'intenses précipitations se sont abattues sur le centre du pays, noyant la région de Beledweyne. "Il ne s'est pas passé un jour, cette année, sans que nous n'ayons parlé de sécheresse ou d'inondations", résume Abigail Hartley, directrice adjointe du Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU pour la Somalie. "La sécheresse nous avait forcé à fuir et à présent, nous sommes déplacés par les inondations", se désole un agriculteur qui avait abandonné ses terres devenues arides et espérait un nouveau départ à Beledweyne.

Mohamed Kalil, conseiller aux Affaires humanitaires pour MSF en Somalie et au Somaliland, faisait partie de la première équipe déployée à Beledweyne. Il raconte : "Gonflé par les eaux des hautes-terres de l'Ethiopie voisine, le fleuve Shabelle a débordé à la fin du mois d'octobre, inondant la quasi-totalité de la ville. Les fortes pluies saisonnières sont fréquentes dans la région, mais cette année le phénomène a pris une ampleur dramatique." Le barrage sur la rivière Shabelle a éclaté sous les pluies incessantes, réduisant à néant les cultures et tuant les rares animaux qui avaient survécu à de long mois sans précipitations. Le fait que la rivière Shabelle, qui prend sa source en Ethiopie, sorte de son lit n'est pas tout à fait exceptionnel. "Mais cette fois-ci, c'était différent. Je n'ai jamais rien vu de semblable", témoigne à l'AFP Omar Dule, un homme de 74 ans qui a perdu sa maison dans les inondations.

Mohamed Kalil précise à MSF : "Les inondations ont déplacé près de 270 000 habitants de Beledweyne en très peu de temps. Ces personnes se sont réfugiées sur les hauteurs, à l'est et à l'ouest de la ville. La plupart vivent aujourd'hui dans des abris de fortune qui se limitent à quelques toiles accrochées à des arbres. Ils ne pourront pas rentrer chez eux avant longtemps." [...]

Comme l'explique Falila Gbadamassi sur franceinfo Afrique, les négociations de la COP25 ne sont pas pour rassurer et laissent un goût amer au groupe Afrique de la Conférence climat de l'ONU. La COP25 a échoué à obtenir un consensus sur les questions financières et aucun terrain d'entente n'a été trouvé sur les points essentiels permettant de répondre à l'urgence climatique. Chris Print, hydrologue au sein de la FAO et spécialiste des cours d'eaux somaliens, déclare à l'AFP : "L'ironie, c'est que ce sont les pays pauvres qui sont les plus susceptibles d'être affectés par la crise climatique. (...) Des catastrophes répétées affaiblissent la résilience. Les victimes du climat n'ont pas le temps de reconstruire leur maison et leurs stocks de nourriture avant que le prochain événement météorologique extrême ne frappe. Un défi aggravé par le conflit en Somalie." [...]

Laurent Filippi, FranceTVInfo.fr, 12/01/2020

Doc 6 : Incendies : des milliers d'Australiens comme réfugiés dans leur propre pays.

Chassés de chez eux par les flammes, des milliers d'Australiens ont échoué dans des camps de fortune, inquiets pour leur avenir et comme réfugiés dans leur propre pays. Ils sont installés sur des terrains de golf ou de cricket, des champs de foire, en fait partout où il n'y a pas trop d'arbres. Au Catalina Country Club de Batemans Bay, ville touristique dans l'Etat de Nouvelle-Galles du sud (sud-est), caravanes, véhicules 4X4, camionnettes et tentes s'alignent en rangs serrés. La salle de restaurant est devenue un centre pour les personnes évacuées. Les clients qui viennent d'habitude se rafraîchir d'une bière après une journée d'activités en plein air ont cédé la place à des vieilles dames qui prennent le thé et jouent aux cartes pour passer le temps. Des sacs de dons s'entassent --nourriture, vêtements, bouteilles d'eau-- au milieu d'un va-et-vient continu.

L'Australie, pourtant habituée aux incendies, vit depuis plusieurs mois une situation cauchemardesque. Depuis septembre, 23 personnes ont péri, des dizaines d'autres sont portées disparu, et une surface équivalant à deux fois la Belgique a été dévorée par les flammes. Le ciel est noirci, une fumée étouffante envahit des villes entières et gagne jusqu'à la Nouvelle-Zélande ou la Nouvelle-Calédonie. Des familles entières en sont réduites à patauger dans l'océan pour se mettre en sécurité. Pour beaucoup, l'avenir est plein de points d'interrogation: leur maison va-telle résister, quand pourront-ils rentrer chez eux et, alors que l'été n'est pas fini, quand tout cela se terminera-t-il?

- "La fin du monde" -

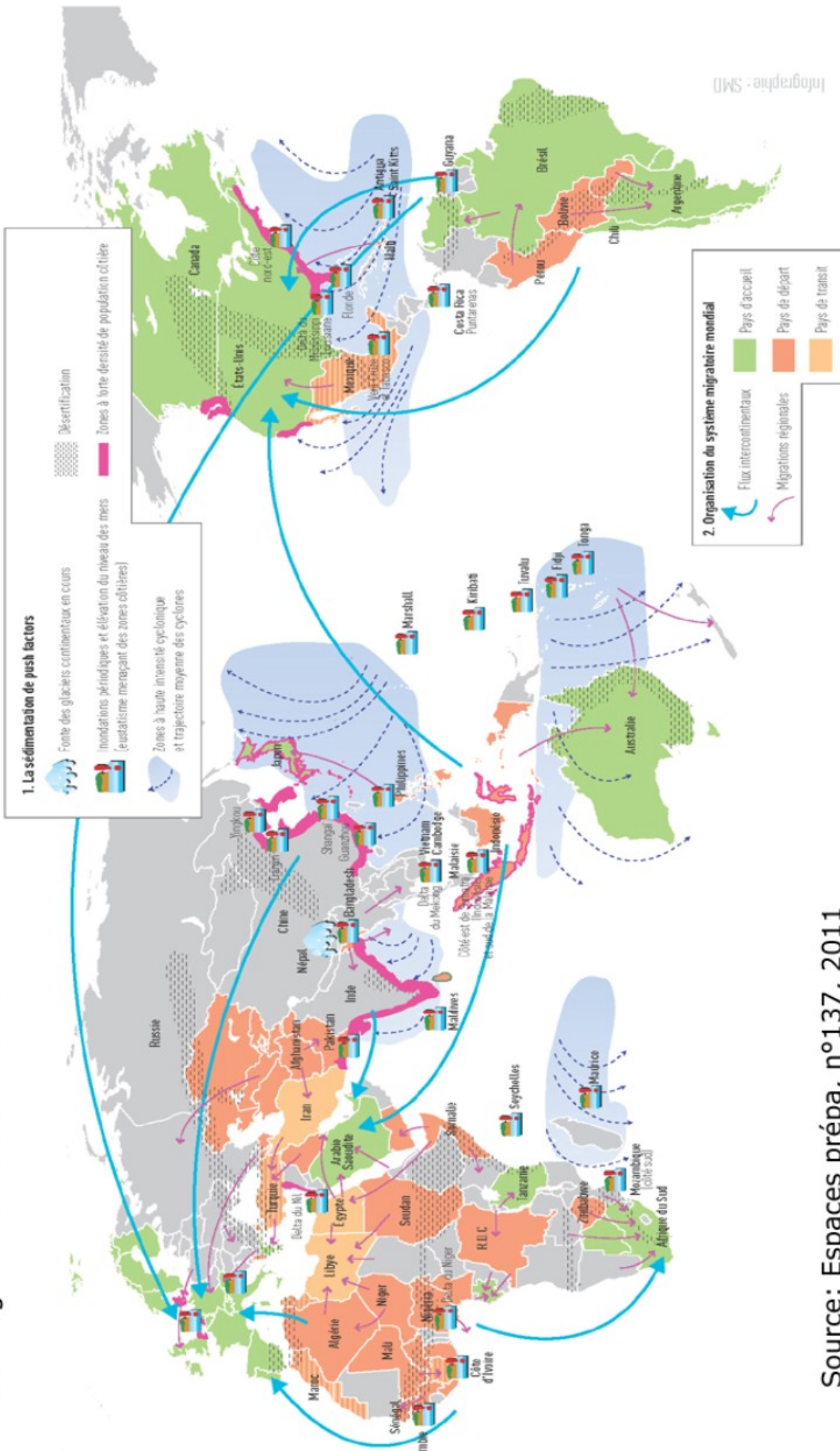
Des incertitudes que beaucoup doivent affronter alors qu'ils sont encore en plein traumatisme. Narelle Coady, âgée de 54 ans, s'est réfugiée samedi sur une plage de Batemans Bay. Sa maison était menacée par les flammes pour la deuxième fois en cinq jours. "Nous nous sommes battus mardi contre l'incendie et c'était vraiment effrayant", confie-t-elle à l'AFP. "Vraiment terrible, impossible de respirer. Pas d'oxygène. C'était horrible". Pour elle, pas question de recommencer: "c'était ma première et dernière fois". La propriétaire d'un motel de Batemans Bay, Justine Donald, 40 ans, a dû évacuer sa maison durant le réveillon du Nouvel An. Une scène qu'elle décrit comme ressemblant à "la fin du monde". "La ville est devenue toute noire", raconte-t-elle. L'air était "si épais qu'on avait l'impression de suffoquer en respirant". "J'ai tellement eu peur pour ma vie qu'à présent je ne pense même pas aux biens immobiliers".

- "Juste rester vivante" -

"C'est accablant", avoue-t-elle, par moments au bord des larmes. "Le principal pour moi c'est juste de rester vivante et que nous soyons tous en sécurité". Le soir de la Saint-Sylvestre, le feu a ravagé le village de Mick Cummins, 57 ans, qui a fui avec sa femme vers le centre d'évacuation. "L'enfer est arrivé par-dessus la colline", se souvient-il. "Nous restions assis là à regarder les explosions l'une après l'autre, le club de bowling a brûlé, les maisons ont brûlé le long de la rue". "J'étais ici lors des incendies de 1994. Je pensais que c'était dur. C'était juste un barbecue", lance-t-il. "Nous sommes ici jusqu'à ce que nous puissions rentrer chez nous", explique son épouse Ulla. "On nous dit que nous n'aurons sans doute pas d'électricité avant la semaine prochaine. Et sans électricité nous n'avons pas de téléphone non plus. Nous sommes coincés". Wes Moreton, âgé de 30 ans et père de cinq enfants, a dû fuir successivement de sa maison puis de son refuge car le feu remontait vers le nord. Cette fois, il a décidé de partir carrément pour Sydney avec sa famille. Comme beaucoup d'autres, il n'est pas du tout sûr de retrouver sa maison en revenant: "croisons les doigts pour qu'elle reste debout".

https://www.sciencesetavenir.fr/natureenvironnement/incendies-des-milliersd-australiens-comme-refugies-dans-leur-propre-pays_140255

Les migrations environnementales



Source: Espaces prépa, n°137, 2011